



Blanquer et la crise Covid-19 :

une école déconnectée des réalités sociales !

La **CNT-SO** confirme que dans un contexte de crise sanitaire, la priorité doit être donnée à la protection de la santé des travailleurs.es en leur permettant de rester à domicile avec la garantie d'être rémunéré.e.s, y compris pour les personnels précarisés (contractuel.le.s, ATSEM...).

Nous réaffirmons que lorsque le travail est nécessaire, par exemple pour accueillir les enfants des personnels soignants, cela doit se faire avec des personnels volontaires et dans le respect des conditions de sécurité sanitaire. En Italie un front syndical uni, sans possibilité de manifester, a réussi à imposer au gouvernement italien l'application de règles sanitaires dans les emplois sous pression. En France, nous appelons à une union syndicale pour exiger l'obtention des masques et l'application stricte des règles sanitaires pour tous-tes les salarié.e.s.

Les salarié.e.s réquisitionné.e.s ne doivent pas être envoyé.e.s « au front » sans protection !

Le ministre Blanquer, après avoir fait la démonstration de son manque d'anticipation en affirmant que l'école ne fermerait pas, prétend face à la menace épidémique que l'Éducation nationale est « prête » à répondre au défi de la continuité pédagogique. Au delà de la dénonciation d'un effet de communication, **nous confirmons que ce n'est ni logiquement, ni pédagogiquement le cas !**

Nous dénonçons ici l'utilisation opportuniste de la crise sanitaire pour avancer au travers du dispositif expérimental, des réformes de la pédagogie, du statut, du statut, de la fonction de l'enseignant et des finalités de l'école. La volonté d'expérimenter à grande échelle un enseignement à distance pose problème :

- En termes de conditions matérielles : débit internet insuffisant, pannes de réseaux pédagogiques (ENT, Pronote...) non adaptés à la connexion en nombre.
- En termes de conditions sociales d'accès à l'éducation : inégalités d'accès aux ressources technologiques et culturelles, manque d'aide familiale à l'appropriation des contenus.
- En terme de contenu pédagogique : les difficultés inédites liées à la situation du confinement n'ayant pu être anticipées par les enseignants, la plupart des cours en ligne se réduisent à des propositions de lecture et à des exercices d'application. Fortement prescrites par le ministère, ces propositions s'éloignent des pédagogies actives, de la pratique manuelle ou de l'expérimentation que nous savons, par expérience, utiles et nécessaires à l'apprentissage du plus grand nombre d'élèves.
- En terme de suivi pédagogique et d'évaluation, l'enseignement à distance va augmenter les inégalités dans les apprentissages et rendre difficile une juste évaluation d'individus privés de la dynamique du groupe.

Beaucoup de parents d'élève, confinés avec leurs enfants, ont pu mesurer l'écart qu'il y a entre suivre la scolarité de leur enfant, aider aux devoirs et enseigner. Il est possible que le confinement fasse paradoxalement la démonstration de l'utilité de l'école comme lieu et espace de socialisation, et, revalorise le métier de l'enseignant.

Mais le risque est tout aussi grand que le gouvernement, en dépit de ses discours, tire une conclusion très différente, dans la logique des décisions prises en matière de budget, de réforme de l'orientation et du BAC. **L'expérimentation de l'enseignement à distance pourrait servir de modèle pour l'ouverture accélérée du marché de l'école numérique et de la diffusion commerciale de contenus didactiques.**

L'externalisation de son coût grâce à l'abonnement individualisé, ou familial, à des plateformes privées de service, constituerait non seulement une rupture avec le principe de gratuité de l'enseignement public, mais achèverait de faire de la connaissance une marchandise comme une autre. Présentée comme solution à l'absence de cours et à l'absence physique de l'enseignant, son développement pourrait justifier tous les plans d'austérité déjà envisagés : le déploiement de l'enseignement en ligne et de l'école numérique accélérera la destruction de postes dans l'Éducation nationale !

Les salarié.es de l'éducation nationale et ses usagers doivent se préparer à réagir, dès que les circonstances le permettront, pour défendre un service public de l'école solidaire et égalitaire.

La crise économique et sociale qui s'annonce, doublée de la crise environnementale, constituera un véritable défi. Demander au gouvernement de rendre des comptes ne suffira pas. La crise sanitaire actuelle révèle les failles de la mondialisation capitaliste. La surexploitation des terres, de la faune et de la flore est une des causes de la prolifération du virus. Tout le monde peut constater que la baisse de l'activité industrielle a fait baisser la pollution atmosphérique. Le confinement et le traitement différencié des salarié.e.s révèlent au grand jour les inégalités sociales et les rouages de la guerre de classe qui fait fonctionner l'économie réelle. La crise que nous subissons nous impose d'avancer collectivement vers une transformation sociale majeure. Dans les associations de quartier, dans les syndicats, au travail il faut dès maintenant, même confiné.e.s, se préparer à construire la société égalitaire, écologiste et autogestionnaire qui mettra fin à l'irresponsabilité et à l'avidité des dirigeant.e.s actuel.le.s...

Il faut refaire société pour mettre le capitalisme à la retraite !



REFUSEZ DE TRAVAILLER SANS PROTECTION !

#DroitDeRetrait

contactez le syndicat !

contact@cnt-so.org
cnt.so
cntso.fr
www.cnt-so.org

CNT
SOLIDARITÉ OUVRIÈRE